

Un festival de coups de gueule

C'est à un véritable festival de coups de gueule qu'ont assisté les participants à la seconde cession des Journées de l'économie, organisée hier matin à la Chambre de commerce.

■ Avec Yves Mersch, gouverneur de la Banque Centrale de Luxembourg, fustigeant avec violence l'indexation automatique des salaires, Robert Dennewald, président d'Eurobeton, avouant son «ras le bol» des lourdeurs administratives, ou encore avec Jeannot Krecké, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, déplorant que le Luxembourg «ne se foute» des recommandations communautaires, les intervenants avaient délaissé la langue de bois pour expliquer à haute et intelligible voix ce qu'ils pensaient de la situation de la compétitivité au Luxembourg.

Après que Lionel Fontagné, professeur à l'université Paris I, eut rappelé sa définition de la compétitivité, à savoir la capacité à faire de la croissance durable et inclusive, Yves Mersch s'est livré à un véritable réquisitoire contre l'indexation automatique des salaires qui devrait, d'après lui, être remplacée soit par le dialogue social, soit par l'indexation sur les salaires des pays limitrophes, où sur la sortie du calcul de l'index des prix du pétrole et des dépenses de santé. «Refuser de sortir de l'ornière où se trouve le pays aujourd'hui équivalait à une guillotine sociale



Les discussions se sont poursuivies en coulisses

(Photo: Gerry Huberty)

qui va se payer par une désindustrialisation massive», prévient-il.

Des chefs d'entreprise désabusés

La vision des responsables d'entreprise luxembourgeoise reprend peu ou prou le sentiment du gouverneur de la Banque

Centrale. Romain Bausch, CEO de SES, souligne qu'il sera «difficile d'améliorer la compétitivité, mais qu'il s'agit surtout d'en limiter les dégâts». Robert Dennewald a déploré, outre les lourdeurs administratives, l'érosion constante des marges, avec des coûts de production croissants (salaires, énergie et matières pre-

mières), par rapport à une stabilité, voire une baisse des prix dictés par la concurrence. Marc Solvi, CEO de Paul Wurth, a insisté sur le défi que représente la formation des jeunes et a rappelé avec force «l'importance de l'industrie au cœur de l'économie réelle au Luxembourg». Carlo Thill, président du comité de direction de BGL BNP Paribas, a avoué sa crainte sur d'éventuelles délocalisations de *back-offices*, particulièrement dans l'industrie des fonds d'investissement, dues à des hausses de coûts salariaux.

Un ministre au diapason

Le ministre de l'Economie, Jeannot Krecké, a déploré pour sa part la difficulté qui existe à faire passer le message délivré par les chefs d'entreprise au sujet des problèmes liés à la compétitivité, en prenant acte notamment de «l'érosion rampante qui, sans frapper les esprits, devient de plus en plus dangereuse». En évoquant la hausse du PIB, il a rappelé que l'érosion des marges, ainsi que les effets de l'inflation, allaient avoir des conséquences néfastes sur les recettes fiscales de l'Etat. Soulignant qu'il était illusoire de croire à l'arrivée prochaine de grandes industries au Luxembourg, Jeannot Krecké a plaidé pour une politique d'accompagnement des entreprises existantes. Rappelant l'importance de la formation et de l'esprit d'entreprise, le ministre a conclu en appelant de ses vœux la prééminence «d'une société qui ose».

■ Gérard Karas